

**FIPECO le 01.10.2024**  
Les commentaires de l'actualité

## **Les dettes publiques de la Belgique et de l'Italie de 1997 à 2023**

**François ECALLE**

A la fin de 1997, la dette publique de l'Italie s'élevait à 117 % du PIB et celle de la Belgique à 124 % du PIB. A la fin de 2023, la dette publique italienne représentait 137 % du PIB et la dette belge 105 % du PIB. Celle de l'Italie a donc augmenté de 20 points de PIB pendant que celle de la Belgique diminuait de 20 points de PIB.

Ces évolutions divergentes peuvent s'expliquer, pour une grande partie, par l'écart entre leur solde primaire (solde hors intérêts de la dette) et le solde primaire qui permet de stabiliser la dette publique. Ce « [solde primaire stabilisant](#) » est égal au produit de la dette par l'écart entre son « taux d'intérêt apparent » (taux moyen sur le stock de dette) et le taux de croissance du PIB en valeur.

**Au cours des années 1997 à 2005, l'excédent primaire des deux pays est resté bien au-dessus du solde primaire stabilisant la dette mais il a nettement diminué, et bien plus fortement en Italie qu'en Belgique. Si les dépenses publiques primaires ont augmenté à peu près autant dans les deux pays, les recettes publiques ont en effet bien plus diminué en Italie. La dette publique belge est ainsi revenue au-dessous de 95 % du PIB alors que la dette italienne ne s'est stabilisée que vers 105 % du PIB.**

**A partir de 2005, l'excédent primaire italien a nettement augmenté pour se maintenir à un niveau proche de 2,0 % du PIB jusqu'en 2019, sous l'effet d'une stabilisation des dépenses primaires et d'une hausse des recettes. Mais le solde primaire stabilisant a encore plus augmenté et l'Italie n'a pu stabiliser sa dette que vers 135 % du PIB dans la deuxième moitié des années 2010.**

**Le solde primaire belge est devenu négatif au début des années 2010, sous l'effet d'une hausse des dépenses, et il a peu augmenté ensuite mais le solde primaire stabilisant est lui aussi resté très faible et souvent négatif si bien que la dette est repassée au-dessous de 100 % du PIB en 2019.**

**Après son entrée dans la zone euro, l'Italie a relâché la maîtrise de ses finances publiques dans les années 1997-2005, contrairement à la Belgique, et s'est contentée de profiter d'une croissance et de taux d'intérêt favorables à la réduction de la dette publique. Elle a ensuite fortement relevé son excédent primaire mais cet effort est intervenu trop tard : le solde primaire stabilisant a lui-même fortement augmenté sous l'effet d'un net ralentissement de la croissance du PIB et de la hausse de l'endettement.**

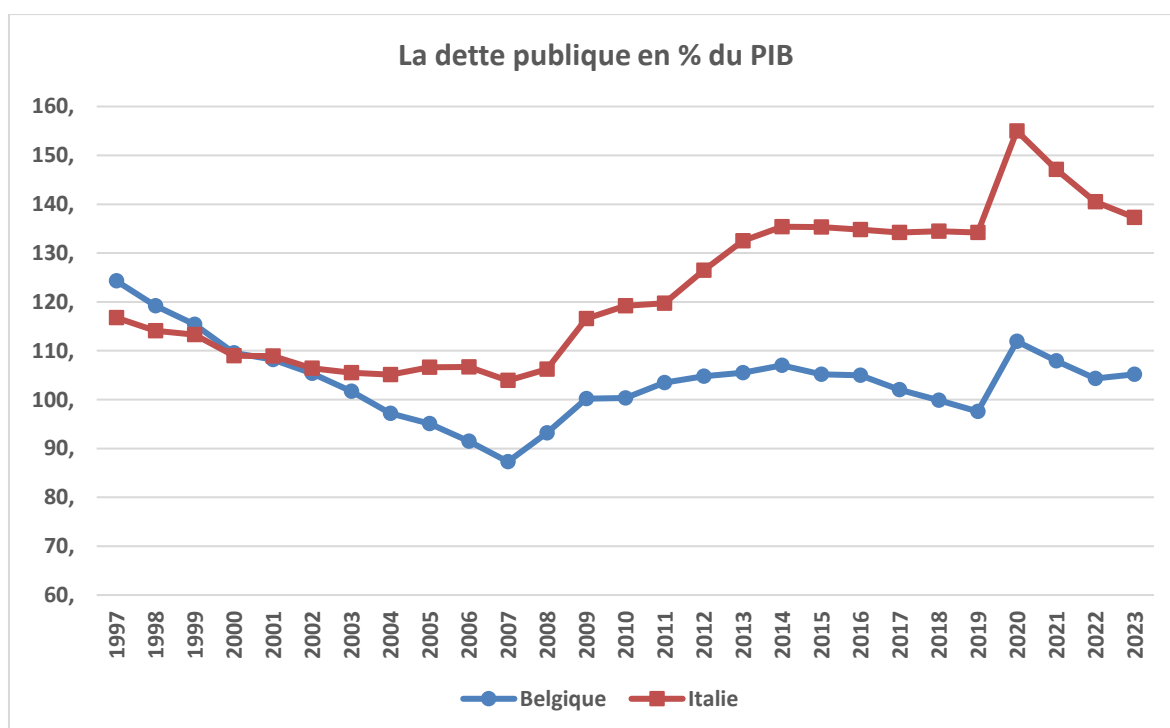
**De 2019 à 2023, la dette publique s'est accrue à peu près autant dans les deux pays, l'écart entre leur solde primaire et leur solde primaire stabilisant ayant été assez proche.**

**Il faudrait que la France, dont le solde primaire n'a jamais été positif depuis 2001, évite de tomber dans le piège de la dette comme l'Italie et suive plutôt l'exemple belge.**

## A) La dette publique

A la fin de 1997, année de référence pour apprécier le respect des conditions d'entrée dans la zone euro, la dette publique belge (124 % du PIB) était un peu plus élevée que la dette italienne (117 % du PIB). Elle a fortement diminué au cours des premières années de la zone euro pour revenir à 95 % du PIB en 2005 et 87 % en 2007 tandis que la dette italienne diminuait beaucoup moins et ne s'est stabilisée que vers 105 % du PIB sur les années 2003-2008.

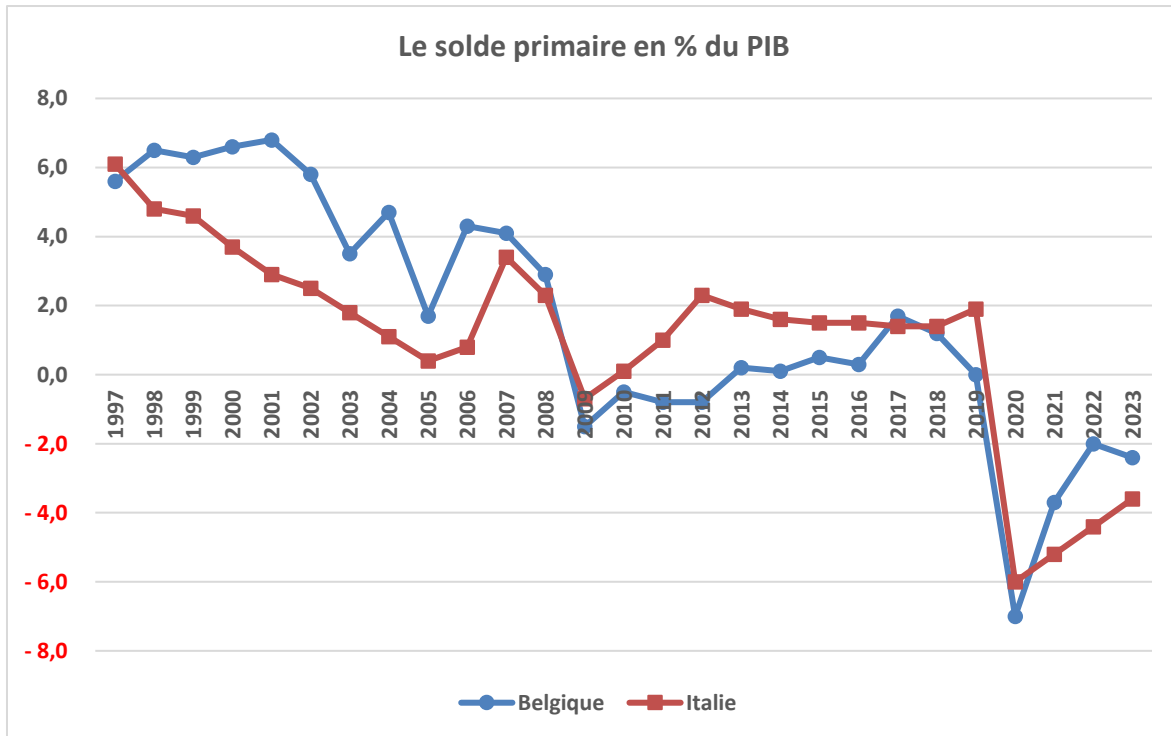
Cet écart de presque 20 points s'est à peu près maintenu jusqu'à 2011 puis s'est élargi pour atteindre 36 points en 2019 et se resserrer un peu ensuite jusqu'à 32 points à la fin de 2023 où la dette belge représentait 105 % du PIB et la dette italienne 137 %.



Source : Eurostat ; FIPECO

## B) Le solde primaire et le solde primaire stabilisant

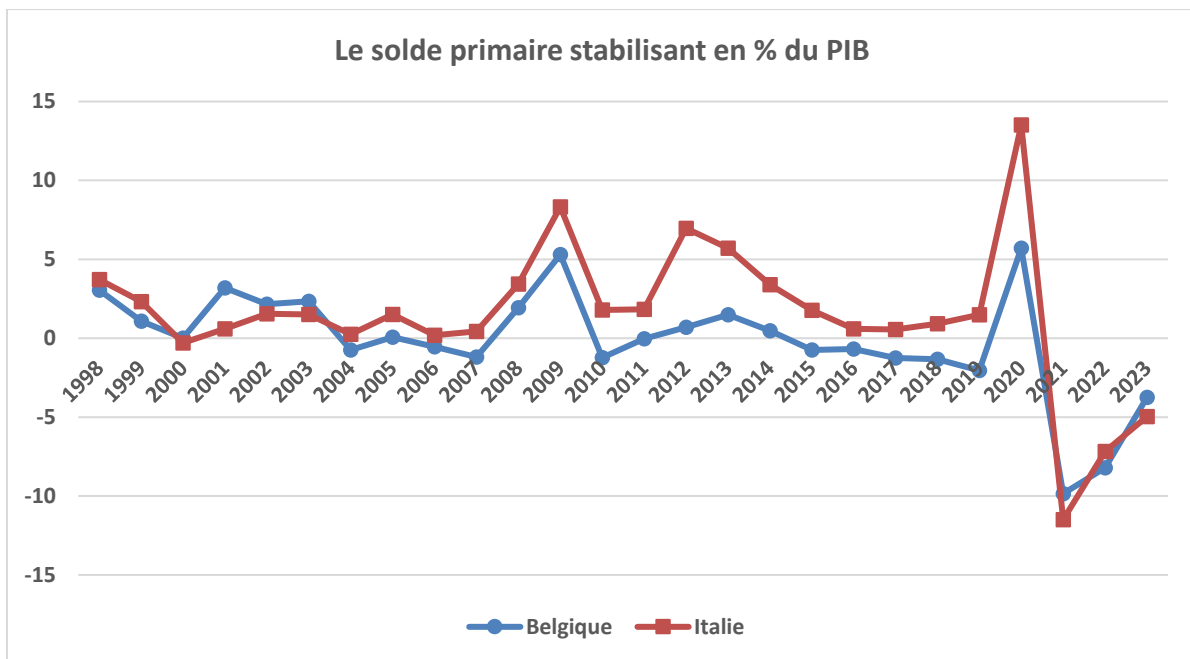
Pendant les années 1998 à 2006, les administrations publiques ont dégagé un excédent primaire dans les deux pays mais bien plus élevé en Belgique qu'en Italie, l'écart étant de l'ordre de 2 à 3 points de PIB. De 2010 à 2019, cet écart s'est inversé et le solde primaire italien a été nettement plus important que le solde primaire belge, qui a souvent été un déficit primaire. Sur les années 2021 à 2023, les deux pays ont enregistré un déficit primaire, plus important pour l'Italie.



Source : Eurostat ; FIPECO

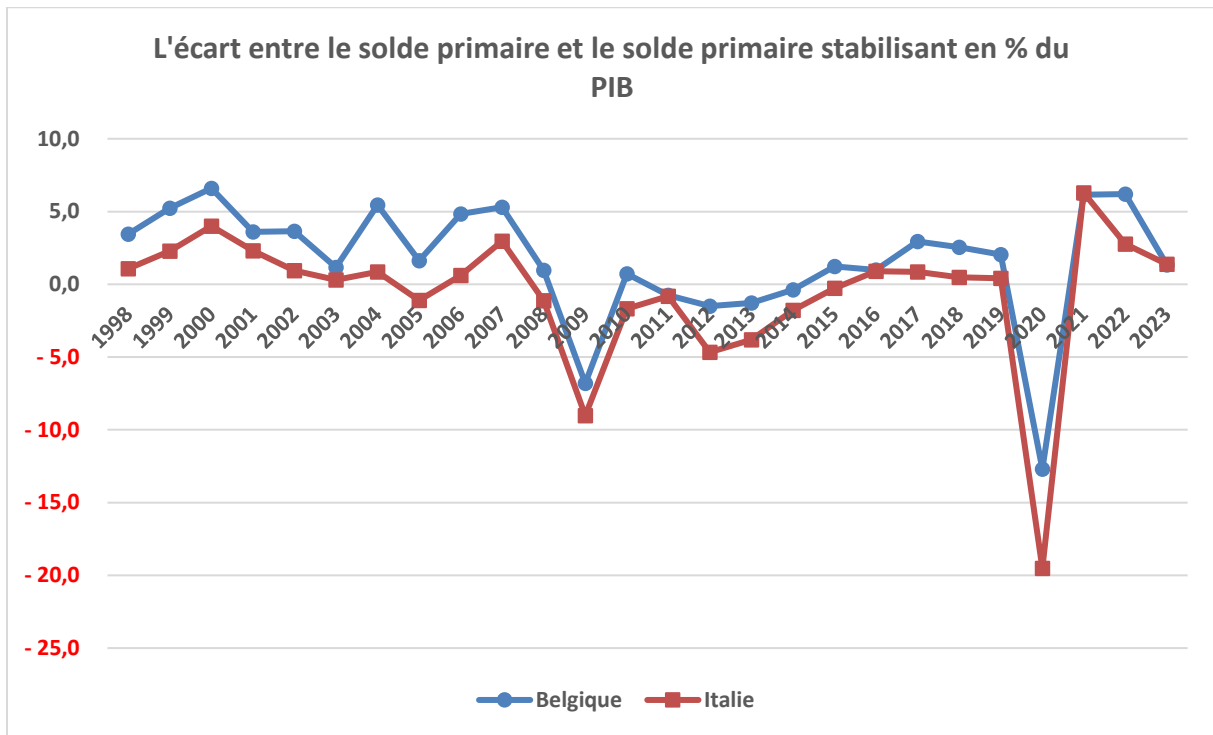
Au cours des années 1998 à 2008, les soldes primaires stabilisants des deux pays n'étaient pas très différents et se trouvaient plutôt sur une pente décroissante. Le taux d'intérêt apparent de la dette publique baissait un peu plus que la croissance nominale du PIB.

A partir de 2009 et jusqu'à 2020, le solde primaire stabilisant la dette italienne a été nettement plus élevé que celui qui permettait de stabiliser la dette belge. En effet, la dette italienne était bien plus importante que la dette belge et la croissance nominale du PIB italien était plus faible, tandis que les taux d'intérêt apparents différaient assez peu dans les deux pays.



Source : FIPECO

Au cours des années 2021 à 2023, les soldes primaires stabilisants des deux pays sont devenus des déficits primaires, le taux de croissance nominal du PIB passant au-dessus du taux d'intérêt apparent de la dette, et se sont de nouveau rapprochés.

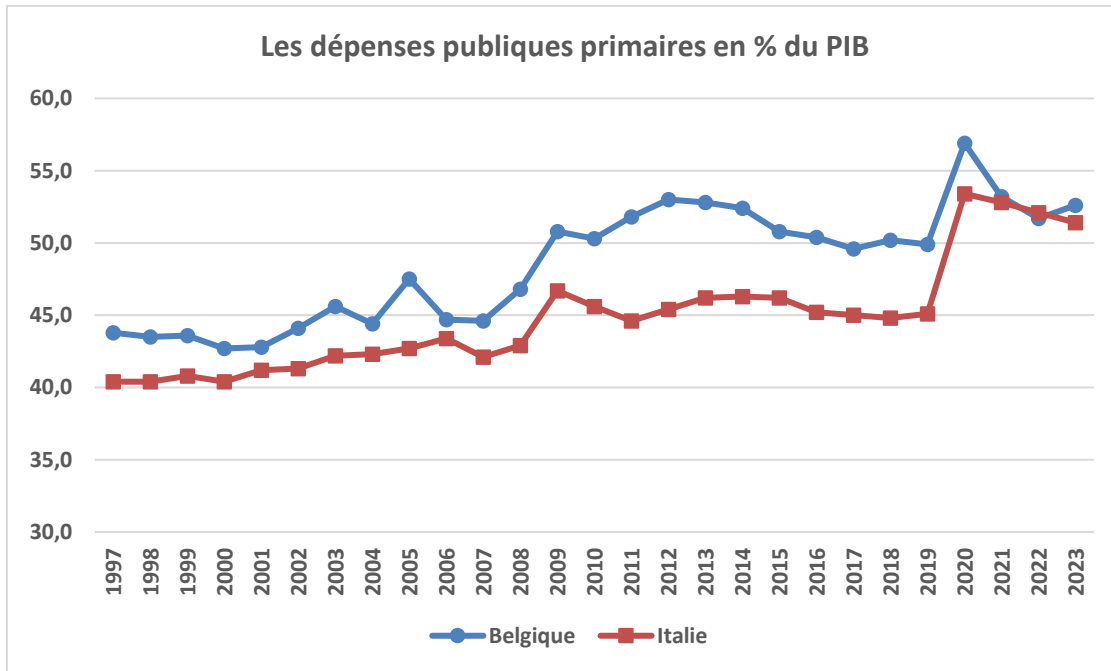


Source : FIPECO

Au cours des années 1998 à 2008, l'écart entre le solde primaire et le solde primaire stabilisant est resté très largement positif en Belgique alors qu'il s'est approché de zéro en Italie. Ensuite, il a diminué en Belgique pour osciller autour de zéro mais il y est resté supérieur à celui de l'Italie.

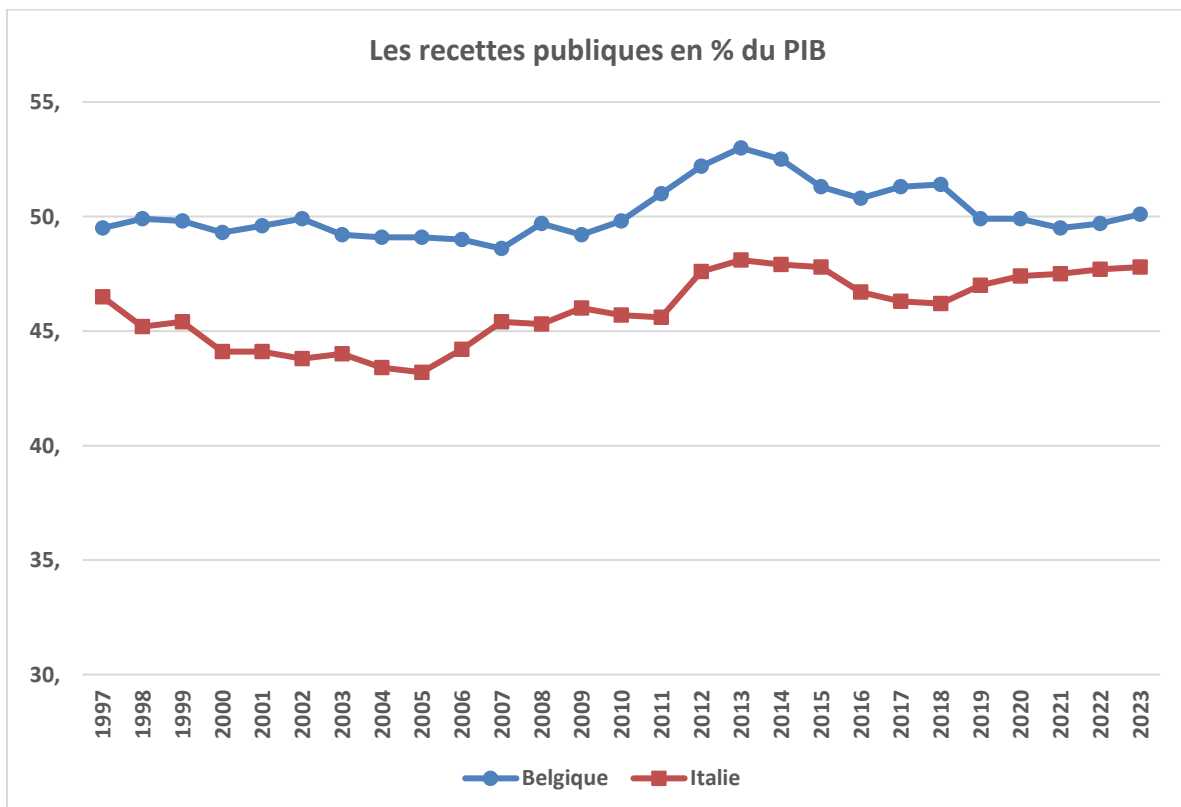
### C) Les dépenses et recettes publiques

En pourcentage du PIB, les dépenses publiques primaires ont augmenté dans les années 1997 à 2008 à peu près autant dans les deux pays. Elles se sont accrues plus fortement en Belgique pendant la crise de 2009 et sont restées à un niveau nettement plus élevé qu'en Italie jusqu'à 2019. Les dépenses publiques primaires de l'Italie ont ensuite rattrapé celles de la Belgique dans les années 2020 à 2023.



Source : Eurostat ; FIPECO

En pourcentage du PIB, les recettes publiques sont restées à peu près stables en Belgique dans les années 1997 à 2005 alors qu'elles ont nettement diminué en Italie. Ensuite, elles se sont inscrites sur une tendance croissante en Italie alors qu'en Belgique, après une hausse au début des années 2010, elles sont quasiment revenues en 2023 à leur niveau de 2005.



Source : Eurostat ; FIPECO